



« AU FIL DE LA TRANSITION » - Mars 2026

Revue de presse - Virage Energie Climat Pays de Loire –

...EN BREF !

GOUVERNANCE

- Technologies bas carbone : une croissance significative, menacée par les tensions géopolitiques : dans son rapport annuel, l'agence internationale de l'énergie souligne la place croissante que prennent les technologies propres dans l'économie mondiale. Cependant, la Chine conserve une place dominante, qui fragilise le dynamisme de ces industries.
- Transition énergétique : l'UE présente son plan pour mobiliser les investisseurs privés : Pour accélérer la sortie des fossiles, la Commission européenne a présenté un nouveau train de mesures sur l'énergie. Une stratégie d'investissement est déployée pour mobiliser les capitaux privés, en dérisquant les projets.
- Municipales : pour Jacques Attali (*oui, vous avez bien lu, Attali*), tout candidat sérieux à l'élection municipale devrait s'engager à sortir sa ville de la dépendance aux énergies fossiles.
- Municipales : plusieurs enquêtes révèlent la grande attention portée par les électeurs aux enjeux environnementaux sur une large gamme de l'échiquier politique. Une prééminence au niveau local qui tranche avec l'écolo-bashing pratiqué au niveau national.
- Sobriété : Selon l'avis du Haut Conseil pour le climat, la stratégie nationale bas-carbone (SNBC3) ne s'appuie pas suffisamment sur la sobriété alors qu'elle permettrait de dégager de nouvelles marges de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

CLIMAT

- Les onze années les plus chaudes jamais enregistrées : l'ONU alerte sur l'accélération du dérèglement climatique ; 2025 se hisse au deuxième ou troisième rang du classement des années aux températures les plus élevées
- Selon une étude du Citepa et de l'Association pour la transition bas carbone, l'empreinte carbone des Français est de 8,5 tonnes de CO2 équivalent par adulte. Des chiffres qui font ressortir, selon les termes de l'étude, une « fracture carbone » entre les individus. « Lorsqu'un focus est réalisé sur les plus hauts revenus, l'empreinte carbone augmenterait jusqu'à plus de 16 »,
- Le coût du réchauffement climatique détaillé pour la première fois par émetteur, du billet d'avion aux géants pétroliers : une étude publiée dans « Nature » attribue des dommages économiques précis aux émissions de gaz à effet de serre, qu'elles proviennent d'un Etat, d'une entreprise ou d'une personne, dessinant une cartographie vertigineuse de la responsabilité climatique.
- Adrien Bilal, Prix du meilleur jeune économiste 2026 : « Le réchauffement climatique va coûter 50 % du PIB d'ici à 2100, soit six fois plus que ce que prédisaient jusqu'alors les modèles traditionnels. »

CRISE DES FOSSILES

- Plusieurs articles soulignent que la hausse des prix des énergies fossiles, lié au conflit en Iran, incite certains acteurs à demander une pause dans les objectifs de décarbonation et/ou la mise en place de mesures d'urgence. Un collectif de think-thanks, rassemblant la fondation Jean-Jaurès, I4CE, l'Iddri,

l'Institut Montaigne, le Shift project et Terra Nova, appelle ainsi à éviter les solutions court-termistes pour engager et accélérer des changements structurels, et notamment l'électrification des usages.

- Fin des énergies fossiles : vers une coalition internationale en pleine crise au Moyen-Orient L'objectif de la Colombie est de former une "coalition de ceux qui ont la volonté d'éliminer les combustibles fossiles" et qui sont "prêts à passer à l'action", d'après la ministre de l'environnement colombienne
- Flambée des prix de l'énergie : « Affaiblir la tarification carbone aujourd'hui, c'est sacrifier l'industrie et les emplois de demain » ; ce serait un contresens historique, nous interdisant de signaler aux investisseurs la rentabilité des alternatives bas-carbone. La seule véritable protection contre l'instabilité chronique des cours du pétrole et du gaz, c'est la décarbonation.
- Les énergies renouvelables atténuent l'impact de la crise gazière, souligne Ember ; "l'énergie solaire, l'énergie éolienne et les batteries offrent aux importateurs un véritable chemin vers la sécurité énergétique, une solution moins coûteuse, plus rapide à déployer et sans contraintes géopolitiques", a-t-il ajouté.
- D'après le directeur Europe du FMI, « pour être moins dépendante des chocs géoéconomiques, l'Europe a besoin d'un marché unique de l'énergie » ; il regrette que le continent européen se retrouve face à la guerre au Moyen-Orient avec des stocks de gaz bas et des interconnecteurs électriques entre les pays limités

ENERGIES RENOUVELABLES

- L'année 2025 a été contrastée pour les énergies renouvelables. Si le photovoltaïque a confirmé sa dynamique avec 6,1 gigawatts (GW) supplémentaires raccordés (dont un tiers représente des parcs de plus de 500 kilowatts), il n'en a pas été de même pour les autres filières, éolien et biogaz, selon les tableaux de bord publiés par les statistiques publiques (Sdes).
- La ministre de l'Energie Maud Bregeon a dévoilé la relance des appels d'offres ENR. Dix projets de fermes éoliennes en mer, équivalentes à six réacteurs EPR, seront attribués d'ici à 2027. Non sans susciter quelques interrogations...
- Alors que les travaux de la mission Lévy-Tuot, lancée début décembre pour trois mois, sont attendus d'ici peu, la Cour des comptes a publié un rapport sur le même sujet : le soutien public aux énergies renouvelables. Si les aides d'État ont permis l'essor des renouvelables, leur niveau et leur pilotage interrogent : la Cour des comptes alerte sur des cas de sur-rémunération et plaide pour un encadrement plus fin des mécanismes de soutien.
- A cela, la profession répond que le soutien aux énergies renouvelables fait l'objet d'une très grande transparence dans le débat public, et que ses montants doivent être comparés aux dépenses annuelles représentées par les importations d'énergies fossiles.
- Par ailleurs , la Direction générale du Trésor qui a également publié une note beaucoup plus mesurée sur le sujet, indique que *plus de la moitié du coût du soutien correspond à des installations dont la mise en service est antérieure à 2015*, et que pour certaines technologies, comme l'éolien offshore, l'État devrait finalement être gagnant à horizon 2035.
- Le Réseau Action Climat a ainsi démontré que le photovoltaïque construit après le moratoire de 2010 a rapporté 3,4 milliards d'euros à la puissance publique
- Pendant ce temps, selon la 7^e édition du **Baromètre du financement participatif** publié par Forvis Mazars et FranceFinTech, le financement participatif dédié aux énergies renouvelables poursuit sa progression et confirme sa résilience.: 358 M€ ont été levés en 2025
- La Commission de régulation de l'énergie (CRE) publie une note présentant ses propositions de modifications des dispositions des **cahiers des charges** applicables aux grandes installations photovoltaïques (PV) – plus de 100 kWc – afin d'encourager le développement des **installations couplant PV et stockage**, plus pertinentes pour le système énergétique.
- Transition énergétique : « Rétablissons l'équité entre chaleur et électricité renouvelables » La chaleur génère cinq fois plus d'émissions de CO₂ que l'électricité, déjà décarbonée à près de 95 %. C'est là que

se concentrent les leviers majeurs de décarbonation et de réduction de notre dépendance extérieure, plaide Arnaud Susplugas, président-fondateur de Kyotherm.

- Repowering : dans la SNBC3, le Gouvernement souhaite s'appuyer sur le renouvellement des parcs éoliens pour accroître la capacité totale installée. Des barrières doivent être levées pour exploiter pleinement ce potentiel. Mais elles ne suffiront pas pour atteindre les objectifs, du fait de nombreuses contraintes réglementaires.
- C'est "une première mondiale" : un forage à plus de 3 600 m de profondeur, "à ce jour le plus profond au monde", a permis de confirmer la "présence importante" d'hydrogène naturel dans le sous-sol de Moselle, a-t-on appris mardi auprès de la Française de l'énergie (FDE), l'entreprise qui mène ces recherches.
- Grand Lieu communauté est partante pour s'investir dans un projet de centrale solaire flottante d'ampleur sur son territoire

NUCLEAIRE

- Grandes manoeuvres autour du financement du nucléaire : le Livret A financera à hauteur de 60% le programme nucléaire EPR 2 en France, a annoncé l'Élysée. L'UE va lancer une enquête sur ce financement, notamment le prêt bonifié de l'État couvrant jusqu'à 60% du montant total du projet, estimé à 72,8 milliards d'euros.
- L'Europe semble acter son virage sur le nucléaire en se lançant dans la course aux SMR, ces petits réacteurs modulaires pour rattraper la Chine et les Etats-Unis
- Cette relance du nucléaire repose sur une série de paris aventureux, entre autres la prolongation de la durée de service des centrales existantes, alors qu'aucun réacteur n'a encore fonctionné plus de 60 ans
- Et pourtant... La souveraineté nucléaire française n'existe pas sans la Russie, elle reste arrimée à une brique industrielle russe... Celle de l'extraction puis de l'enrichissement et de la conversion de l'uranium, qu'il soit naturel ou retraité.

ELECTRIFICATION

- À l'occasion du débat public consacré au schéma de développement du réseau électrique (SDDR), le public a exprimé de fortes craintes sur l'impact environnemental des nouvelles infrastructures, à l'image de l'opposition suscitée par le projet en Camargue.
- Beaucoup d'interrogation sur les modes de fixation du prix de l'électricité, qui comporte une partie très volatile reste la fourniture, fixée heure par heure sur le marché de gros. Il reflète à chaque instant le coût de la centrale la plus chère nécessaire à l'équilibre offre demande :. Quand le gaz est cher, le prix de l'électricité s'envole ; quand le nucléaire, l'hydro ou le solaire abondent, il chute.
- Pour concilier transition énergétique et compétitivité industrielle, une solution serait de réserver une part d'électricité bas-carbone à prix bas et stabilisé pour les industries électrosensibles.
- Et en situation de crise, la solution mise en place par l'Espagne et le Portugal a sensiblement réduit les factures sans peser sur les finances publiques , en plafonnant le coût du gaz pris en compte par les centrales fossiles sur le marché
- Par ailleurs, pour réduire le phénomène des prix négatifs, les filières des ENRs électriques fournissent déjà des efforts importants, ainsi le volume de modulation des parcs solaires et éoliens a doublé en 2025

CO2

- Prix du CO₂ : Ursula von der Leyen évoque des flexibilités pour rassurer les industriels pour contenir le coût du carbone en Europe, dont une possible extension de quotas gratuits de CO₂ au-delà de 2034. Ursula enchaîne ainsi les reculades ou demi-mesures menaçant les ambitions du Green deal...
- CCUS : un écosystème à orchestrer ; A l'heure où les premiers projets de captage et de stockage de CO₂ prennent forme, de nombreuses questions restent ouvertes sur le rythme de déploiement des infrastructures, la coordination des maillons de la chaîne et la régulation.

USAGES

- « Neoliner Origin », un cargo à voile pour l'Atlantique : Ce premier roulier à voiles rigides est la concrétisation d'un projet de plus de dix ans. Il marque un tournant dans le développement de la propulsion vélique dans le transport maritime.
- Dorémi, filiale de Negawatt, démontre les performances énergétiques des rénovations complètes de maisons individuelles
- Explosion de l'IA : « La France devra arbitrer entre alimenter ses data centers et décarboner ses transports et son chauffage » La consommation électrique des centres de données explose avec l'essor de l'IA. Face à cette tendance, le projet de SNBC3 pose des chiffres sur la table, mais peine encore à proposer des réponses concrètes, d'après une analyse du Shift Project.
- Industrie bas carbone : Bruxelles veut privilégier le « Made in EU » La Commission propose des mesures pour encadrer l'accès aux marchés publics européens des produits bas carbone importés. Elle veut aussi encourager l'implantation de projets en Europe en simplifiant les demandes d'autorisation.